

DÉBATS À L'ASSEMBLÉE

Le RCD et le PT n'auront pas le dernier mot

Les partis de l'Alliance présidentielle, majoritaire au sein du bureau de l'Assemblée populaire nationale, ont décidé d'imposer une liste additive dans le cadre des débats autour du plan d'action du gouvernement. Cette mesure inédite vise à «noyer» les interventions des élus du Rassemblement pour la culture et la démocratie et du Parti des Travailleurs.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Peur panique chez Ziari. Mardi, en fin d'après-midi, le président de l'Assemblée, réunissait les membres du Bureau afin de décider la réouverture des inscriptions au débat en plénière autour du plan d'action du

gouvernement. Cette mesure qui pourrait paraître anodine est, en fait, une manœuvre pour contrer les groupes parlementaires du PT et du RCD.

Il s'avère que les députés de ces deux formations figurent parmi les derniers intervenants

dans le cadre de ce débat. Cette stratégie est généralement utilisée par les partis d'opposition pour faire passer un maximum de messages politiques. L'objectif de cette mesure étant de ne pas laisser le dernier mot aux députés du Rassemblement pour la culture et la démocratie et du Parti des travailleurs qui comptent. Les premiers envisagent de critiquer l'action du gouvernement et les seconds devraient, sans aucun doute, aborder la question de la dissolution de

l'Assemblée. En rouvrant la liste, le bureau de l'APN a permis à plusieurs parlementaires du Front de libération nationale et du Rassemblement national démocratique de s'inscrire. Ils auront pour mission essentielle de répondre au RCD et PT.

Le parti de Saïd Sadi n'a pas tardé à réagir. Son groupe parlementaire a adressé une correspondance officielle au président de l'APN pour dénoncer cette pratique.

«Cette décision étroitement politicienne

constitue une entorse aux usages et aux règles régissant jusqu'ici le fonctionnement de l'institution et l'administration des débats. Il est clair que cette démarche répond à des desseins avoués et factuels dont l'objectif est de donner le droit à des super-députés de s'inscrire en violation du calendrier arrêté, une fois l'appartenance politique des intervenants connues. A cet effet, le groupe parlementaire du RCD dénonce cette pratique qui s'inscrit en contradiction flagrante des règles et du

respect de cette institution dont le crédit est déjà entamé», écrit Boubkeur Derguini, président du groupe parlementaire du RCD.

Notons que cette mesure a induit un changement dans l'agenda des travaux de l'Assemblée. Des séances plénières supplémentaires ont été programmées pour aujourd'hui et dimanche. La réponse du Premier ministre est, quant à elle, prévue pour lundi prochain.

T. H.

DÉPÔT DES COMPTES SOCIAUX DES ENTREPRISES

Poursuites judiciaires contre les contrevenants

Les entreprises qui n'ont pas encore procédé au dépôt légal de leurs comptes sociaux sont sommées de le faire avant le 31 juillet prochain. Passé ce délai, une liste exhaustive sera adressée et transmise à la justice. Cette annonce a été faite par le ministre du Commerce en personne, lors de l'ouverture de la journée d'information et de sensibilisation sur les publicités légales et le dépôt des comptes sociaux des entreprises.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Au cours de cette rencontre à laquelle ont été associés des représentants des bureaux régionaux du Centre du registre du commerce et ceux du département de la justice, il a été expliqué que sur 97 000 entreprises enregistrées à l'échelle nationale, seulement 40% se conforment à cette mesure. Selon le ministre du Commerce, le dépôt des comptes sociaux des entreprises permet

d'asseoir une transparence sur la base des données des entreprises. Cela consacre aussi davantage de transparence dans la gestion des entreprises et permet d'avoir un aperçu sur la santé des entités commerciales. «Toute entreprise a le droit d'avoir des informations sur la santé d'une autre entreprise avec laquelle elle est appelée à mener un partenariat commercial», a précisé le ministre. A ce propos, Djaâboub a

rappelé qu'au-delà de la date du 31 juillet prochain, les chefs d'entreprise qui n'auront pas procédé au dépôt des comptes sociaux seront convoqués par le Centre du registre du commerce. Un procès-verbal de contravention leur sera établi.

Ce procès-verbal sera par la suite transmis au procureur de la République pour l'entame d'une action en justice. En effet, la loi, qui est entrée en vigueur en 2004 et appliquée en 2005, prévoit des condamnations à des amendes variant entre 50 000 et 300 000 DA.

Le conférencier a mentionné que des facilités ont été prévues telles que le dossier qui n'est composé que du bilan financier, le RTC ainsi que le P-V de l'assem-

blée générale de l'entreprise. Au début de l'opération en 2005, seules 1 100 entreprises se sont conformées, soit 2%. En 2006, ce chiffre est passé à 14 700 sociétés. En 2007, pas moins de 24 000 entreprises ont déposé leurs comptes sociaux et en 2008, on compte 36 500, soit 40% des 97 000 entreprises recensées sur le territoire national. Selon Djaâboub, un plan de communication sera engagé prochainement afin de sensibiliser les chefs d'entreprise sur le respect de cette clause de la loi. La base de données qui en résultera permettra à l'Etat d'avoir une idée claire de la situation de la petite et moyenne entreprise en Algérie, a-t-on conclu.

N. M.

MOURAD MEDELICI L'A AFFIRMÉ À LA RADIO NATIONALE :

L'Algérie ne court pas à la sur-militarisation

L'Algérie ne court aucunement après la sur-militarisation, notamment contre ses voisins a affirmé le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - De Genève, où il présidait aux travaux de la Conférence sur le désarmement des Nations unies, le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, a affirmé, hier, sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale, que l'Algérie n'avait aucune visée sur-militariste. «Posez la question à ceux qui nous accusent (de sur-militarisation, ndlr). Il n'y en a pas beaucoup», dira-t-il. En précisant que notre pays a signé l'ensemble des conventions internationales sur le désarmement, l'élimination des armes chimiques et biologiques ainsi que les mines antipersonnel. D'autant, selon Mourad Medelci, que l'Algérie a résolument opté pour «la paix et le non-armement, y compris avec les pays voisins». Une manière adroite pour le chef de la diplomatie algérienne de démentir, sans les citer, les officiels marocains et autres qui parlent d'une course effrénée de notre pays à l'armement.

L'Algérie «prépare» le nucléaire civil

Dans le même ordre d'idées,

Mourad Medelci a confirmé l'option du nucléaire civil, ou utilisation de l'énergie nucléaire à des fins civiles, de développement. Néanmoins, l'invité de la Radio nationale a précisé que l'Algérie est seulement dans une «phase de préparation» dans le cadre de la coopération, la constitution d'une base légale et la réunion d'un mimima en matière de compétences. Cela en arguant la «position de principe» de l'Algérie quant au droit de tout pays à développer le nucléaire civil.

Même si Mourad Medelci estime qu'il n'est pas fermement établi que des pays tels l'Iran et la Corée

du Nord aient des visées en matière de sur-armement nucléaire. A ce sujet, Mourad Medelci a estimé, clairement, que les objectifs liés au Traité sur la non-prolifération (TNP), en matière de désarmement, non-prolifération des armes et utilisation pacifique du nucléaire, ne seront certainement réalisables en 2010.

Le désarmement, l'œuvre algérienne et les conditions...

Toutefois, la transparence, la discussion dans un cadre multilatéraliste, la négociation, la vigilance et la clarification des concepts sont de mise.

Et c'est dans ce sens que la diplomatie algérienne œuvre pour un désarmement mondial complet et total, notamment en relançant la

Conférence sur le désarmement qui réunit 65 pays, bloquée durant douze ans en raison d'intérêts divergents.

Mais aussi en formulant des propositions qui ont reçu plusieurs soutiens internationaux et qui ont de «bonnes chances d'aboutir». Un aboutissement que Mourad Medelci espère concluant avant la fin 2009, en vue d'obtenir le consensus le plus fort et contribuer à éviter les situations d'agression soudaine. A charge, cependant, de profiter du climat international «favorable» au désarmement, d'être «prudent», de respecter et d'appliquer les accords sur le terrain et de développer la vigilance au sein des pays détenteurs d'armes et au niveau multilatéral.

C. B.

Les propositions algériennes en matière de désarmement :

L'Algérie propose de mettre en place quatre groupes de travail aux mandats différenciés.

Des groupes dont la vocation est de faire cesser la course à l'armement, le désarmement nucléaire, les négociations sur la maîtrise de l'uranium hautement enrichi, ainsi que la prévention de la course à l'armement dans les zones extra-atmo-

sphériques et les garanties négatives pour les pays non dotés d'armes.

Comme l'Algérie propose de désigner trois coordinateurs spéciaux en charge de l'analyse des types et systèmes d'armement, l'harmonisation des positions et la mise en œuvre de la transparence.

C. B.

FONDATION SLIMANE AMIRAT

Un colloque sur les luttes politiques de l'immigration algérienne (54-62)

A l'initiative de la fondation Slimane Amirat, un colloque sur les luttes de l'immigration algérienne de 1954 à 1962 se tiendra jeudi prochain au palais de la Culture, a annoncé hier la fondation.

Une conférence de presse a été donnée hier par la présidente de la fondation, M^{me} Zoubida Amirat lors de laquelle elle a annoncé «l'importance de cette manifestation», mais également le panel de personnalités qui y prendra part.

Selon la conférencière, des historiens et sociologues marqueront de leur présence cette rencontre, «parmi lesquels Mohamed Harbi, Aïssa Kadri, Neil Mac Master, Laure Pitti, James House, Linda Amiri et Mathieu Rigouste».

M^{me} Amirat, qui a présenté sa fondation comme étant une «structure traitant de toutes les questions», a fait savoir que la fondation Slimane Amirat organisera prochainement une autre rencontre sur la question humanitaire du peuple sahraoui.

«Notre fondation accorde une attention particulière aux peuples colonisés, à l'image des peuples sahraoui et palestiniens».

Le colloque de jeudi prochain sera marqué par plusieurs interventions et témoignages sur le rôle de l'immigration algérienne tant en France que dans les autres pays du monde, notamment en Europe.

A. Bettache